

Arrêt

n° 351 364 du 11 août 2026
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître K. VERSTREPEN
Rotterdamstraat 53
2060 ANTWERPEN

contre:

l'Etat belge, représenté par la Ministre de l'Asile et de la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA VIII^E CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 22 août 2025, par X, qui déclare être de nationalité érythréenne, tendant à l'annulation de la décision de refus de visa, prise le 22 juillet 2025.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, ancien, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 19 décembre 2025 convoquant les parties à l'audience du 10 février 2026.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. VERMEERBERGEN *loco* Me K. VERSTREPEN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me Z. AKÇA *loco* Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. La partie requérante a introduit le 23 juillet 2024, une demande de visa regroupement familial en vue de rejoindre son époux présumé.

1.2. Le 22 juillet 2025, la partie défenderesse a pris une décision de refus de visa, il s'agit de l'acte attaqué, qui est motivé comme suit :

« Commentaire: La requérante ne peut se prévaloir des dispositions relatives à l'article 10, §1, al1, 4° de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

En date du 25.07.2024, une demande de visa de regroupement familial a été introduite par Mme [A.G. H], née le xx1996 de nationalité érythréenne, en vue de rejoindre en Belgique son époux présumé, [ATH] né le xxx1993, réfugié d'origine érythréenne, ayant obtenu ce statut le 07.09.2023.

Considérant qu'afin de prouver le lien matrimonial, le document suivant a été produit :

- un certificat de mariage érythéen (Certificate No. xxx - "Marriage" Reg. No. xxx) délivré le 07.05.2015 pour une union supposée ayant eu lieu le 26.04.2015 entre Mme [A G H] et M. [A T H].

Qu'en outre aucun des documents porte une légalisation conforme à l'art 30 du code DIP ni ne concerne un original. Dès lors leur authenticité n'est en aucune fois garantie.

Par conséquent, la fiabilité des documents ne peut être garantie.

Que les bureaux d'états civils érythréens délivrent des certificats pour des événements qui ont eu lieu bien longtemps auparavant, se basant uniquement sur des documents religieux ou témoignages (voir le Secrétaire d'Etat suisse à l'Immigration (SEM), "Focus Eritrea: Identity and civil status documents", 2021). De plus, il est très difficile pour les autorités étrangères et les missions diplomatiques de vérifier l'authenticité de tels documents étant dépourvus d'un dispositif de sécurité et variant d'un endroit à l'autre.

Considérant que l'Erythrée est reconnue internationalement pour son degré élevé de corruption et d'arbitraire, ce qui signifie qu'il est extrêmement difficile d'avoir une image claire des procédures de demande, de délivrance et de détention des documents publics (voir EASO, "Eritrea: National service, exit and return", 2019; the Swiss State Secretary for Migration (SEM), "Focus Eritrea: Identity and civil status documents", 2021; the Dutch Ministry of Foreign Affairs, "General Official Report Eritrea", 2022; Bertelsmann Transformation Index (BTI), "Eritrea Country Report", 2022). Selon l'ONG Transparency International, l'Erythrée a actuellement un score de 22/100 au niveau de leur indice de perception de la corruption, avec un score de 0 signifiant "très corrompu". Par conséquent, cela explique pourquoi l'Erythrée occupe la 162ème place, et donc le bas de la liste, sur un total de 180 pays.

Considérant que l'institution du mariage représente un élément essentiel du système juridique belge et qu'une méconnaissance de cette institution constitue une violation de l'ordre public belge. L'article 146bis du code civil belge énonce qu'il n'y a pas de mariage lorsqu'il ressort d'une combinaison de circonstances que l'intention de l'un au moins des époux n'est manifestement pas la création d'une communauté de vie durable, mais vise uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié au statut d'époux. Un tel mariage est considéré comme contraire aux principes d'ordre public. Dans la mesure où le droit étranger ne sanctionnerait pas les mariages simulés, toute autorité belge peut, sur la base de l'ordre public du droit international privé belge, refuser de reconnaître un mariage lorsque celui-ci a pour seul objectif, dans le chef des deux partenaires, ou de l'un d'eux, d'obtenir un avantage en matière de séjour pour l'un des deux conjoints.

Considérant que dans le cas d'espèce les faits suivants, notamment relevés par le Parquet de Hasselt dans son avis négatif du 17.07.2025, démontrent que cette disposition trouve à s'appliquer :

- le couple présumé est marié depuis 9 ans mais aurait vécu 1 an maximum ensemble, entre 2015 et 2016 ;
- depuis le départ de monsieur en avril 2016, le couple ne s'est vu qu'une seule fois ;
- la mariage a été arrangé par la famille de monsieur ;
- monsieur est incapable de s'exprimer dans une autre langue à part le tigrigna or madame a déclaré que monsieur étudiait le français ;
- monsieur ne sait pas où se trouve madame ;
- rien ne suggère dans le studio où monsieur habite qu'une femme soit impliquée de quelconque manière dans sa vie ;
- il n'existe aucune preuve concrète que madame et monsieur aient jamais entretenu une relation ou souhaite la poursuivre.

Dès lors, au vu de ce qui précède, l'Office des étrangers refuse de reconnaître en Belgique le mariage conclu entre Mme [A G H] et M. [A T H]. Ce mariage n'ouvre donc pas le droit au regroupement familial et le visa est refusé. (...)

2. Consultation Vision

Pas relevant

3. Motivation

Références légales: Art. 10, §1er, al.1, 4° de la loi du 15/12/1980

Limitations:

- L'office des étrangers attire votre attention sur le fait que les conditions à remplir dans le cadre d'un regroupement familial sont cumulatives. Étant donné qu'au moins une de ces conditions n'est pas remplie, votre demande de visa est rejetée.
- L'Office des étrangers n'a pas entièrement vérifié si les autres conditions étaient remplies.
- En cas de nouvelle demande de visa, cette décision n'empêchera donc pas l'Office des étrangers de vérifier si ces autres conditions sont remplies, ou de lancer toute enquête ou analyse jugée nécessaire.
- L'Office des étrangers vous invite à vérifier votre dossier avant d'introduire une nouvelle demande. Les conditions à remplir et les documents justificatifs à présenter sont renseignés sur le site de l'Office des étrangers (www.dofi.fgov.be).»

2. Exposé des moyens d'annulation.

La partie requérante libelle son recours comme suit :

“EERSTE MIDDEL: EERSTE MIDDEL: Schending van artt. 18, 27 en 30 Wetboek Internationaal Privaatrecht, schending van artikel 11 van de Vreemdelingenwet, schending van de formele motiveringsplicht als algemeen rechtsbeginsel en art. 3 van de Wet betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen van 29 juli 1991, en de motiveringsplicht als algemeen rechtsbeginsel van de Unie

Verwerende partij stelt omdat het huwelijk niet erkend kan worden, het recht op gezinshereniging niet geopend wordt. Er dient opgemerkt te worden dat dit een juridisch gebrekkige motivering is.

De vraag naar erkenning van het huwelijk stelt zich niet immers, er ligt geen authentieke, i.e. gelegaliseerde, akte voor die vatbaar is voor erkenning.

Het visum werd aangevraagd op grond van een niet-gelegaliseerde huwelijksakte, afgesloten in januari 2015,

tussen verzoekster en haar echtgenoot die in België erkend werd als vluchteling.

Gelet op het feit dat verzoekster haar huwelijksakte niet gelegaliseerd werd is verzoekster in de onmogelijkheid om zijn huwelijksband aan te tonen met officiële documenten overeenkomstig artikel 30 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht of de internationale overeenkomsten betreffende dezelfde materie Wetboek Internationaal Privaatrecht.

De toepassing van het Internationaal Privaatrecht is in voorliggend geval niet van toepassing aan de Gezinsherenigingsrichtlijn.

Indien verwerende partij meent dat het vaststaat dat het huwelijk van verzoekster met de referentiepersoon dat werd afgesloten voor deze zijn land ontvlucht is en in België erkend werd als vluchteling enkel werd afgesloten opdat zij toegang zou krijgen tot het Belgische grondgebied had zij zich moeten baseren op artikel 11 Vw. dat de omzetting inhoudt van artikel 16 van de Gezinsherenigingsrichtlijn. Dit verzoekschrift baseert zich op de artikelen van de Vreemdelingenrecht van toepassing bij de indiening van het visum gezinshereniging.

Artikel 11, §1, eerste lid Vw.:

“De minister of zijn gemachtigde kan beslissen dat de vreemdeling die verklaart dat hij zich in een van de in artikel 10 bepaalde gevallen bevindt, in een van de volgende gevallen niet het recht heeft het Rijk binnen te komen of in het Rijk te verblijven :

(...)

2° de vreemdeling en de vreemdeling die vervoegd wordt, onderhouden niet of niet meer een werkelijk huwelijks- of gezinsleven;

(...)

4° het staat vast dat het huwelijk, het partnerschap of de adoptie uitsluitend afgesloten werden opdat de betrokken vreemdeling het Rijk zou kunnen binnenkomen of er verblijven.”

Verwerende partij moet zich op de correcte wettelijke bepaling baseren om de gezinshereniging met de referentiepersoon te weigeren.

Verwerende partij moet daarbij overigens duidelijk aangeven of zij meent dat het huwelijk nooit heeft plaatsgevonden en de voorgelegde documenten en verklaringen frauduleus zijn, of dat het huwelijk wel heeft plaatsgevonden maar het zou vaststaan dat het uitsluitend werd afgesloten opdat verzoekster toegang tot krijgen tot het grondgebied. De bestreden beslissing schendt de motiveringsplicht.

Artikel 3 van de Wet betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen van 29 juli 1991 stelt: (...).” Het afdoende karakter van de motivering houdt in dat de motieven pertinent moeten zijn, wat wilt zeggen dat ze duidelijk met de beslissing te maken moeten hebben, en dat ze draagkrachtig zijn, wat wilt zeggen dat de aangehaalde redenen moeten volstaan om de beslissing te schragen. De belangrijkste bestaansredenen van de motiveringsplicht bestaat erin dat de betrokkene in de beslissing de motieven moet kunnen aantreffen derwijze dat kan worden nagegaan of de overheid van redenen die in feite en rechte juist zijn, of de overheid die gegevens correct heeft beoordeeld, en of ze op die gronden redelijkerwijze tot haar beslissing is kunnen komen, opdat de betrokkene met kennis van zaken zou kunnen uitmaken of het aangewezen is een annulatie beroep tegen de beslissing in te dienen (RvS, 18 januari 2010, nr. 199. 583; RvS, 11 december 2015, nr; 233. 222).

De vraag naar het belang bij deze kritiek kan gesteld worden. Gelet op het feit dat de betwisting van het feit dat een huwelijk niet erkend wordt enkel kan aangevochten worden bij de burgerlijke rechtbank en niet bij Uw Raad terwijl de visumweigering in toepassing van artikel 11, §1, 4° Vw. enkel voor Uw Raad kan betwist worden en eventuele annulatie ertoe leidt dat het gunstregime voor vluchtelingen die gezinshereniging vragen behouden blijft, meent verzoekende partij dat zij wel degelijk belang heeft bij haar kritiek. De motivering van verwerende partij, het visum gezinshereniging weigeren met als basisredenen het niet erkennen van het huwelijk, houdt verwarrende motivering in. Die ertoe kan leiden dat Uw Raad zich onbevoegd zou verklaren indien een verzoeker zich door de bewoordingen van de bestreden beslissing ertoe zou laten verleiden de niet-erkenning van de akte aan te vechten.

Het maakt een schending uit van de motiveringsplicht.

TWEEDE MIDDEL: schending van de formele motiveringsplicht als algemeen rechtsbeginsel en art. 3 van de Wet betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen van 29 juli 1991, en de motiveringsplicht als algemeen rechtsbeginsel van de Unie, schending van artikel 12 van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen, schending van de artikelen 10 t.e.m. 12bis Vw., schending van artikelen 7, 41 en 47 van het Handvest van Grondrechten van de Europese Unie, schending van artikel 8 EVRM juncto artikel 13 EVRM, schending van motiveringsplicht als beginsel van behoorlijk bestuur en zoals vervat in artikel 62 Vreemdelingenwet en artikel 2 en 3 van de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen, en de zorgvuldigheidsplicht, de vergewisplicht als onderdeel van de zorgvuldigheidsplicht, en redelijkheidverplichting als beginselen van behoorlijk bestuur, motiveringsplicht, hoorrecht, onpartijdigheidsbeginsel, individualiseringsplicht, het doeltreffendheidsbeginsel, de openbaarheid van bestuur, de transparantieplicht en de rechten van de verdediging als algemene rechtsbeginselen van de Unie Toepasselijk recht: (...)

Belgisch recht1 Art. 10. § 1 Vw.: (...) Art. 11, §1 lid 1 Vw.: (...) Art. 12bis Vw.: (...)

De Omzendbrief van 17 juni 20092 verduidelijkt dat er voor het bewijs van de familieband het volgende cascadesysteem geldt: (...)

De memorie van toelichting bij het wetsontwerp van 10 mei 2006 tot wijziging van de vreemdelingenwet beschrijft:

“Overeenkomstig artikel 11, § 2, van de richtlijn (gecombineerd met de beperking die wordt toegestaan door artikel 9, § 2, van de richtlijn) wordt voorzien dat wanneer het gezinslid of de gezinsleden van een als vluchteling erkende vreemdeling wiens bloedverwantschap of aanverwantschapsbanden al bestonden vóór zijn binnenkomst in België, de vereiste documenten niet kunnen overleggen waaruit de bloedverwantschaps- of de aanverwantschapsband blijkt, er rekening moet worden gehouden met andere geldige bewijzen die geval per geval door de administratie worden beoordeeld.”³

1.2 Europeesrechtelijke bepalingen:

Overweging 8 van de Gezinsherenigingsrichtlijn: (...)

Artikel 5.2 van de Gezinsherenigingsrichtlijn: (...)

Artikel 11.2 van de Gezinsherenigingsrichtlijn stelt: (...)

De Europese Commissie verwijst in verband met de documenten die kunnen gevraagd worden naar de bijzondere situatie van vluchtelingen die gedwongen waren hun land te ontvluchten, en het feit dat dit betekent dat het voor hen vaak onmogelijk of gevaarlijk is om officiële documenten in te dienen of contact op te nemen met de diplomatieke of consulaire instanties van hun land van herkomst, hiernaar wordt ook expliciet verwezen in de hieronder beschreven rechtspraak van het Hof van Justitie⁴: “Krachtens artikel 11 is artikel 5 van toepassing op de indiening en behandeling van het verzoek, onverminderd de afwijking met betrekking tot officiële bewijsstukken in artikel 11, lid 2. Krachtens artikel 5, lid 2, mogen lidstaten derhalve verzoeken om documenten waaruit de gezinsband blijkt, en desgewenst gesprekken houden en ander onderzoek verrichten, indien dat noodzakelijk wordt geacht. De bijzondere situatie van vluchtelingen die gedwongen waren hun land te ontvluchten betekent dat het voor hen vaak onmogelijk of gevaarlijk is om officiële documenten in te dienen of contact op te nemen met de diplomatieke of consulaire instanties van hun land van herkomst.” (Mededeling van de Commissie aan de Raad en het Europees Parlement betreffende richtsnoeren voor de toepassing van Richtlijn 2003/86/EG inzake het recht op gezinshereniging, , COM(2014) 210 Final, 3 april 2014, pg 22).

De lidstaten hebben geen beoordelingsmarge om bij het ontbreken van officiële documenten andere bewijsmiddelen in ontvangst te nemen: “In artikel 11, lid 2, wordt expliciet, zonder dat er sprake is van een beoordelingsmarge, bepaald dat een beslissing tot afwijzing van het verzoek niet louter gebaseerd kan zijn op het ontbreken van bewijsstukken en dat de lidstaten in dergelijke gevallen “ook andere bewijsmiddelen inzake het bestaan van een (...) gezinsband in aanmerking” moeten worden beoordeeld overeenkomstig het nationaal recht, hebben de lidstaten een zekere beoordelingsmarge. Wel moeten zij duidelijke regels vaststellen voor de vereisten inzake deze bewijsmiddelen. Voorbeelden van “andere bewijsmiddelen” voor het aantonen familiebanden zijn schriftelijke/mondelinge verklaringen van de indieners, gesprekken met de gezinsleden of onderzoek naar de situatie in het buitenland. Deze verklaringen kunnen dan bijvoorbeeld worden bevestigd door ondersteunend bewijsmateriaal als documenten, audiovisueel materiaal, documenten of fysieke bewijsstukken (zoals diploma’s en afschriften van banktransacties) of kennis van specifieke feiten. (Mededeling van de Commissie aan de Raad en het Europees Parlement betreffende richtsnoeren voor de

toepassing van richtlijn 2003/86/EG inzake het recht op gezinshereniging, , COM(2014) 210 Final, 3 april 2014, pg 23).

De Europese Commissie spoort de lidstaten aan om zich bij het gebruik van hun beoordelingsmarge in het kader van gezinshereniging zoveel mogelijk te laten leiden door humanitaire motieven en een bijzonder zorgvuldig onderzoek te verrichten (Europese Commissie, Mededeling van de Commissie aan de Raad en het Europees Parlement betreffende richtsnoeren voor de toepassing van Richtlijn 2003/86/EG inzake het recht op gezinshereniging, COM(2014) 210 Final, 3 april 2014, p.22).

Het UNHCR stelt in haar 14ntwoord op het Groenboek van de Europese Commissie inzake het recht op gezinshereniging van derdelanders: "Following separation caused by forced displacement such as from persecution and war, family reunification is often the only way to ensure respect for a refugee's right to family unity. (...) It is with this in mind that UNHCR advocates for family reunification mechanisms which are swift and efficient in order to bring families together as early as possible." (UN High Commissioner for Refugees (UNHCR), Refugee Family Reunification. UNHCR's Response to the European Commission Green Paper on the Right to Family Reunification of Third Country Nationals Living in the European Union (Directive 2003/86/EC), februari 2012, beschikbaar op <http://www.refworld.org/docid/4f55e1cf2.html>)

Art 16.2 van de Gezinsherenigingsrichtlijn stelt: (...)

Artikel 16.4 van de Gezinsherenigingsrichtlijn stelt: (...)

De Commissie geeft aan dat lidstaten enkel specifieke controles mogen verrichten wanneer er gegronde vermoedens bestaan van een schijnhuwelijk. Algemene controles zijn uit den boze:

"Overeenkomstig artikel 16, lid 4, kunnen de lidstaten specifieke controles verrichten wanneer er gegronde vermoedens bestaan dat er sprake is van fraude of een schijnhuwelijk, -partnerschap of -adoptie. Algemene controles van specifieke categorieën huwelijken, partnerschappen of adoptiezaken zijn echter niet toegestaan." (Europese Commissie, Mededeling van de Commissie aan de Raad en het Europees Parlement betreffende richtsnoeren voor de toepassing van Richtlijn 2003/86/EG inzake het recht op gezinshereniging, COM(2014) 210 Final, 3 april 2014, pg. 27).

De Commissie verwijst verder naar afdeling 4.2 van de richtsnoeren inzake de richtlijn vrij verkeer van 2009 als uitgangspunt voor de definities (Europese Commissie, Mededeling van de Commissie aan de Raad en het Europees Parlement betreffende richtsnoeren voor de toepassing van Richtlijn 2003/86/EG inzake het recht op gezinshereniging, COM(2014) 210 Final, 3 april 2014, pg 27). Uit die Mededeling blijkt dat een huwelijk slechts een schijnhuwelijk kan zijn indien het enige doel van het huwelijk een verblijfsvoordeel was en dat de kwaliteit van de relatie er verder niets toe doet:

"4.2. Schijnhuwelijken In overweging 28 van de richtlijn worden schijnhuwelijken omschreven als huwelijken die zijn aangegaan met als enig doel het in de richtlijn neergelegde recht van vrij verkeer en verblijf te kunnen genieten, waarop anders geen aanspraak zou kunnen worden gemaakt. Een huwelijk kan niet als een schijnhuwelijk worden beschouwd louter omdat het een immigratievoordeel of enig ander voordeel oplevert. De kwaliteit van de relatie is irrelevant voor de toepassing van artikel 35." (Mededeling van de Commissie aan het Europees Parlement en de Raad van 2 juli 2009 inzake richtsnoeren voor een betere omzetting en toepassing van Richtlijn 2004/38/EG betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, COM(2009) 313 definitief, blz. 15-17)

Verder verwijst de Commissie naar de handleiding schijnhuwelijken die betrekking heeft op schijnhuwelijken tussen EU-burgers en onderdanen van derde landen in het licht van het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, om ook voor gezinshereniging met derdelanders als richtsnoer te fungeren, in het bijzonder op het gebied van onderzoeksinstrumenten en -technieken en grensoverschrijdende samenwerking (zie Handboek van de Europese Commissie om schijnhuwelijken beter te bestrijden, van 26 september 2014 https://www.agii.be/sites/default/files/bestanden/handboek_commissie_strijd_schijnhuwelijken_20140926.pdf). Daaruit blijkt dat om van een schijnhuwelijk te spreken er op zijn minst sprake moet zijn van artificieel gedrag, de wil te bedriegen voordat, en op het moment dat, beide partijen in het huwelijk treden. Als een huwelijk oprecht begint maar later de wil tot een duurzame relatie verdwijnt is het geen schijnhuwelijk. Het enige doel van het huwelijk moet zijn om een verblijfsvoordeel te krijgen. Het loutere feit dat een huwelijk een verblijfsvoordeel oplevert maakt het geen schijnhuwelijk. (...)

(Handboek van de Europese Commissie om schijnhuwelijken beter te bestrijden, van 26 september 2014 https://www.agii.be/sites/default/files/bestanden/handboek_commissie_strijd_schijnhuwelijken_20140926.pdf)

Artikel 17 van de Gezinsherenigingsrichtlijn voorziet in een individualiseringsplicht: (...)

De Commissie geeft aan hoe belangrijk die individualiseringsplicht is, wat ook expliciet opgenomen wordt in de hierna beschreven rechtspraak van het Hof van Justitie:

"De lidstaten moeten het evenredigheidsbeginsel toepassen bij de beoordeling van een bepaald verzoek. Overeenkomstig artikel 6, lid 2, tweede alinea, moeten de lidstaten bij de besluitvorming de specifieke omstandigheden van een individueel geval (artikel 17) en de ernst van de inbreuk of het soort inbreuk op de openbare orde of de openbare veiligheid in overweging nemen, of het risico dat van de indiener uitgaat. Overeenkomstig overweging 14 mag gezinshereniging ook alleen om gemotiveerde redenen worden geweigerd." (Europese Commissie, Mededeling van de Commissie aan de Raad en het Europees Parlement betreffende richtsnoeren voor de toepassing van Richtlijn 2003/86/EG inzake het recht op gezinshereniging,

COM(2014) 210 Final, 3 april 2014, pg.11) “De Commissie benadrukt dat de bepalingen in hoofdstuk V moeten worden gelezen in het licht van de beginselen die zijn opgenomen in artikel 5, lid 5, en artikel 17. Bij de behandeling van verzoeken om gezinshereniging door vluchtelingen moeten de lidstaten derhalve in ieder individueel geval alle betrokken belangen op evenwichtige en redelijke wijze beoordelen en daarbij terdege rekening houden met de belangen van kinderen⁷⁰. Een factor mag afzonderlijk niet automatisch tot een beslissing leiden, maar dient altijd in aanmerking worden genomen als een van de relevante elementen⁷¹.” ((Europese Commissie, Mededeling van de Commissie aan de Raad en het Europees Parlement betreffende richtsnoeren voor de toepassing van Richtlijn 2003/86/EG inzake het recht op gezinshereniging, COM(2014) 210 Final, 3 april 2014, pg. 22).

5 Hof van Justitie van de Europese Unie C-635/17 van 13 maart 2019 para 13. “Voor de individuele beoordeling bedoeld in artikel 17 moeten de lidstaten bij het beoordelen van de bewijsstukken die door de indiener zijn overgelegd, alle relevante factoren in aanmerking nemen, met inbegrip van leeftijd, geslacht, opleiding, achtergrond en sociale status alsook specifieke culturele aspecten. De Commissie meent dat indien er gerede twijfels bestaan nadat andere soorten bewijs zijn onderzocht, of er duidelijke aanwijzingen zijn dat er sprake is van fraude, als laatste middel DNA-tests kunnen worden gebruikt⁷². De Commissie is van mening dat de lidstaten in voorkomend geval de UNHCR-beginselen inzake DNA-tests in acht moeten nemen⁷³” ((Europese Commissie, Mededeling van de Commissie aan de Raad en het Europees Parlement betreffende richtsnoeren voor de toepassing van richtlijn 2003/86/EG inzake het recht op gezinshereniging, COM(2014) 210 Final, 3 april 2014, pg 23)

De Commissie heeft zelfs een heel onderdeel van de Mededeling gewijd aan de individualiseringsplicht:

“Volgens het HvJ moeten de lidstaten zowel bij de tenuitvoerlegging van Richtlijn 2003/86/EG als bij de behandeling van verzoeken om gezinshereniging een evenwichtige en redelijke beoordeling van alle in het geding zijnde belangen maken (zaken C-356/11 en C-357/11, O. & S., 6 december 2012, punt 81). Het HvJ is daarnaast van oordeel dat artikel 17 de lidstaten ertoe verplicht om voor ieder individueel geval een algehele beoordeling van alle relevante factoren te maken. Deze verplichting geldt ook wanneer de lidstaten gebruik hebben gemaakt van de mogelijkheid te verzoeken om bewijs dat aan bepaalde voorwaarden is voldaan (bv. inzake huisvesting, ziektekostenverzekering en inkomsten, overeenkomstig artikel 7), bij het nagaan of een kind dat ouder is dan 12 jaar en zelfstandig in de lidstaat aankomt, aan een voorwaarde voor integratie voldoet (artikel 4, lid 1, in fine), wanneer een kind dat ouder is dan 15 jaar een aanvraag indient (artikel 4, lid 6), of wanneer een minimumleeftijd voor echtgenoten geldt (artikel 4, lid 5). Afzonderlijk kan geen van deze factoren automatisch tot een beslissing leiden; er dient rekening te worden gehouden met alle relevante factoren (zaak C-540/03, Europees Parlement tegen Raad van de Europese Unie, 27 juni 2006, punten 66, 87, 88, 99 en 100.). Voorbeelden van andere factoren zijn de aard en de hechtheid van de gezinsband van de betrokken persoon, de duur van zijn verblijf in de lidstaat, familiebanden of culturele of sociale banden met het land van herkomst, levensomstandigheden in het land van herkomst, de leeftijd van de betrokken kinderen, het feit dat een gezinslid in de lidstaat is geboren en/of opgegroeid, economische, culturele en sociale banden in de lidstaat, de afhankelijkheid van gezinsleden en de bescherming van huwelijken en/of gezinsbanden. De lidstaten hebben een ruime beoordelingsmarge wanneer zij de relevante factoren in elk individueel geval terdege in aanmerking nemen. Ze zijn echter wel gebonden aan de beginselen van artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, artikel 7 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie inzake eerbiediging van het privéleven en het familie- en gezinsleven en de relevante jurisprudentie van het Europees Hof voor de rechten van de mens en het HvJ. De volgende beginselen moeten worden geëerbiedigd: alle individuele omstandigheden van een geval moeten worden geïdentificeerd en het gewicht dat aan individuele respectievelijk openbare belangen wordt gehecht, moet in soortgelijke gevallen vergelijkbaar zijn. Er moet sprake zijn van een redelijke en evenredige balans tussen de relevante individuele en openbare belangen. De lidstaten moeten expliciet vermelden waarom zij een verzoek afwijzen.” (Europese Commissie, Mededeling van de Commissie aan de Raad en het Europees Parlement betreffende richtsnoeren voor de toepassing van Richtlijn 2003/86/EG inzake het recht op gezinshereniging, COM(2014) 210 Final, 3 april 2014, pg. 28-29)

In een belangrijk arrest van het Hof van Justitie van de Europese Unie C-635/17 van 13 maart 2019 oordeelt het Hof omtrent Artikel 11 (2) van de Gezinsherenigingsrichtlijn over het gebruik van andere bewijs dan documentair bewijs in paragrafen 63 tot 69: (...)

Verder beschrijft het Hof van Justitie, in zaak C-279/20, van 1 augustus 2022 in paragraaf 56 welke eisen er kunnen worden gesteld aan het gezinsleven conform Artikel 16 van de Gezinsherenigingsrichtlijn

“In dit verband moet in herinnering worden gebracht dat artikel 16, lid 1, onder b), van richtlijn 2003/86 de lidstaten de mogelijkheid biedt om een verzoek tot gezinshereniging af te wijzen, de uit dien hoofde afgegeven verblijfstitel in te trekken of te weigeren deze te verlengen, wanneer de gezinshereniger geen werkelijk huwelijks- of gezinsleven (meer) onderhoudt met het gezinslid of de gezinsleden. Deze bepaling bevat echter geen criteria aan de hand waarvan kan worden beoordeeld of er daadwerkelijk sprake is van dergelijke werkelijke gezinsbanden, noch stelt zij specifieke eisen met betrekking tot de hechtheid van de betrokken gezinsband. Voorts verwijst zij op dit punt evenmin naar het recht van de lidstaten.” In dezelfde zaak stelt het Hof in paragraaf 65: (...)

Daarnaast maken grondrechten integrerend deel uit van de algemene rechtsbeginselen waarvan het Hof de eerbiediging verzekert. Het Hof laat zich daarbij leiden door de gemeenschappelijke constitutionele tradities

van de lidstaten alsmede door de aanwijzingen die te vinden zijn in de internationale rechtsinstrumenten inzake de bescherming van de rechten van de mens waaraan de lidstaten hebben meegewerkt of waarbij zij zich hebben aangesloten (zie met name arrest van 6 maart 2001, Connolly/Commissie, C 274/99 P, Jurispr. blz. I 1611, punt 37; arrest van 18 december 2008, zaak C 349/07, Sopropé – Organizações de Calçado Lda tegen Fazenda Pública, pnt. 33).

Volgens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie vormt het hoorrecht een algemeen beginsel van Unierecht (HvJ 22 november 2012, C-277/11, M.M., ro. 81-82). Het recht op behoorlijk bestuur en het hoorrecht maken tevens deel uit van de grondrechten die bestanddeel zijn van de rechtsorde van de Unie en die verankerd zijn in het Handvest. Dit hoorrecht dient niet enkel door de instellingen van de Unie te worden erkend, maar aangezien het een algemeen beginsel van het Unierecht betreft, ook door de overheidsinstanties van alle lidstaten wanneer zij beslissingen nemen die binnen de werkingssfeer van het Unierecht vallen, zelfs al schrijft de toepasselijke regelgeving een dergelijke formaliteit niet expliciet voor (Zie artikel 51 van het Handvest en de toelichtingen bij het Handvest van de grondrechten Pb.C. 14 december 2007, afl. 303; Zie ook HvJ 18 december 2008, C-349/07, Sopropé, ro. 38 en HvJ 22 november 2012, C-277/11, M.M., ro. 86). Het hoorrecht kent een algemene toepassing. Het Hof heeft steeds gewezen op het belang van het recht om te worden gehoord en op de zeer ruime strekking ervan in de rechtsorde van de Unie. Vaste rechtspraak van het Hof stelt dan ook dat dit hoorrecht van toepassing is in iedere procedure die tot een bezwarend besluit kan leiden, d.i. een besluit dat de belangen van de betrokken persoon ongunstig kan beïnvloeden (HvJ 22 november 2012, C-277/11, M.M., ro. 85 en de daar aangehaalde rechtspraak). Het Hof van Justitie heeft in onder meer de arresten Mukarubega en H.N. heeft bepaald dat het recht op behoorlijk bestuur "integraal deel uitmaakt" casu quo een "afspiegeling vormt van" een algemeen beginsel van het Unierecht. (Zaak C-166/13, Mukarubega [2014], r.o. 45; Zaak C-604/12, H.N. [2014], r.o. 49). Proportionaliteit, rechtszekerheid, bescherming van gewettigd vertrouwen en de rechten van de verdediging zijn eveneens algemene rechtsbeginselen van de Unie. Dan is er nog het recht om inlichtingen te ontvangen en de transparantieplicht als algemeen rechtsbeginsel van de Unie. Tot het recht om inlichtingen te ontvangen wordt, onder meer, gerekend het recht op toegang tot het dossier, in beginsel tot alle belastende en onlastende stukken. Procespartijen hebben het recht kennis te nemen van alle documenten of opmerkingen die aan de rechter zijn voorgelegd om standpunten uit te kunnen wisselen en invloed te kunnen uitoefenen op de beslissing van de rechter. (zaak C-300/11, ZZ [2013], r.o. 55-56 en zaak C-437/13, Unitrading Ltd [2014], r.o. 21). Het Hof van Justitie erkende transparantie pas redelijk recent expliciet als algemeen rechtsbeginsel van het Unierecht, namelijk in 2007 (Zaak C-260/04, Commissie/Italië 2007). Dit neemt niet weg dat transparantie een aantal kernelementen omvat, namelijk duidelijkheid, kenbaarheid en voorzienbaarheid van het recht en de toepassing daarvan, toegang tot overheidsinformatie en helderheid van procedures (vaak om een gelijke behandeling te verzekeren).

De transparantieplicht komt ook aan bod in overwegingen 4 en 6 van de Terugkeerrichtlijn, waarin gesteld wordt dat er in kader van een terugkeerbeleid duidelijke, transparante en billijke regels moeten vastgelegd worden en dat de terugkeerprocedure billijk en transparant moet zijn.

1.3 EVRM:

Rechtspraak van het EHRM in verband met art. 8 EVRM : (...)

Het EHRM gebiedt de lidstaten om de specifieke situatie van vluchtelingen in acht te nemen, en hun aanvraag soepeler te behandelen, zeker als er nog familieleden in gevaar zijn in het herkomstland.

De rechtspraak van het EHRM is consequent zo dat bij de belangenafweging er afdoende rekening moet gehouden worden met de individuele situatie van de betrokken kinderen en hun leeftijd. In het arrest Sen gaf het Hof aan welke criteria meespelen: "Dans son analyse, la Cour prend en considération l'âge des enfants concernés, leur situation dans leur pays d'origine et leur degré de dépendance par rapport à des parents. » (EHRM, Sen t. Nederland, 2001, §37.) In het arrest Tuquabo-tekke t. Nederland omschreef het EHRM deze criteria verder. Het Hof oordeelde dat o.a. rekening moet worden gehouden met de redenen waarom een familielid zich in het gastland bevindt. Het feit dat het betrokken familielid in Nederland verbleef om er te ontsnappen aan een context van gewapend conflict en er asiel had aangevraagd, speelde een doorslaggevende rol. Ook de banden van het familielid met het gastland werden onderzocht. Het EHRM past deze soepelheid toe in haar recente rechtspraak en benadrukt de specifieke noden van begunstigen van internationale bescherming met betrekking tot gezinshereniging: "Toutefois, la Cour estime que, compte tenu de la décision intervenue quelques mois plus tôt d'accorder le statut de réfugié au requérant et après la reconnaissance de principe du regroupement familial qui lui avait été accordée, il était capital que les demandes de visas soient examinées rapidement, attentivement et avec une diligence particulière... À ce titre, elle estime que, dans les circonstances de l'espèce, pesait sur l'État défendeur l'obligation de mettre en oeuvre, pour répondre à la demande du requérant, une procédure prenant en compte les événements ayant perturbé et désorganisé sa vie familiale et conduit à lui reconnaître le statut de réfugié" (...) "La Cour rappelle que l'unité de la famille est un droit essentiel du réfugié et que le regroupement familial est un élément fondamental pour permettre à des personnes qui ont fui des persécutions de reprendre une vie normale (voir le mandat du HCR, paragraphes 44 et 47 ci-dessus). Elle rappelle également qu'elle a aussi reconnu que l'obtention d'une telle protection internationale constitue une preuve de la vulnérabilité des personnes concernées (Hirsi Jamaa et autres c. Italie [GC], no27765/09, § 155, CEDH 2012). Elle note à cet égard que la nécessité pour les réfugiés de bénéficier d'une procédure de regroupement familial plus favorable que

celle réservée aux autres étrangers fait l'objet d'un consensus à l'échelle internationale et européenne comme cela ressort du mandat et des activités du HCR ainsi que des normes figurant dans la directive 2003/86 CE de l'Union européenne (paragraphe 45 et 47 ci-dessus). Dans ce contexte, la Cour considère qu'il était essentiel que les autorités nationales tiennent compte de la vulnérabilité et du parcours personnel particulièrement difficile du requérant, qu'elles prêtent une grande attention à ses arguments pertinents pour l'issue du litige, qu'elles lui fassent connaître les raisons qui s'opposaient à la mise en oeuvre du regroupement familial, et enfin qu'elles statuent à bref délai sur les demandes de visa." (EHRM, *Tanda-Muzinga vs. Frankrijk*, n° 2260/10, 10 juli 2014, § 73-75; EHRM, *Mugenzi vs. Frankrijk*, n° 52701/09, §52-54.) Het Hof erkent hiermee de kwetsbaarheid van erkende vluchtelingen en subsidiair beschermden en meent dat een soepelere toepassing van de gezinsherenigingsprocedure zicht opdringt. Voor vluchtelingen is gezinshereniging immers essentieel om opnieuw een normaal leven te kunnen leiden.

1.4 Vluchtelingenconventie:

Artikel 12 van de Vluchtelingenconventie bepaalt: (...)

Ook stelt UNHCR in hun ExCom conclusie No 24 (...).

Bijgevolg dient er rekening te worden gehouden met de persoonlijke staat, het huwelijk van verzoekster, dat erkend is in Eritrea. Dit huwelijk geeft rechten, zoals het recht op gezinshereniging. Artikel 12 VN Vluchtelingenverdrag stelt bijgevolg dat België het huwelijk dat erkend is in Eritrea moet eerbiedigen. De ExCom conclusie zorgt er dan weer voor dat, ook al is het niet gelegaliseerd, het huwelijk wel nog een belangrijke waarde heeft in het beslissingsproces om een visum gezinshereniging te verkrijgen.

Motieven bestreden beslissing:

Zoals hierboven beschreven beroept de DVZ zich niet op art 11, §1, 4° en ook niet op de Gezinsherenigingsrichtlijn, maar op het Wetboek Internationaal Privaatrecht (terwijl dit hier niet van toepassing is) om het visum te weigeren. Verwerende baseert zich hiervoor expliciet enkel en alleen op het advies van de Procureur des Konings van 17 juli 2025. Het parket geeft aan van mening te zijn dat uit het 'geheel van omstandigheden' blijkt dat de intenties van één van de echtgenoten kennelijk niet gericht is op het tot stand komen van een duurzame levensgemeenschap, maar enkel op het bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel dat is verbonden aan de staat van gehuwde. Dit advies wordt grotendeels hernomen in de bestreden beslissing en luidt als volgt: (...)

Derhalve weigert de Dienst Vreemdelingenzaken naar eigen zeggen het huwelijk in kwestie te erkennen waardoor het recht op gezinshereniging niet opent.

2.Eerste onderdeel: betreffende het bestaan van een schijnhuwelijk

2.1. Verzoekster is gehuwd met de referentiepersoon op 24 april 2015 in Eritrea en zij hebben daarna een jaar samen gewoond als gehuwden in Eritrea. Dit wordt niet betwist. Een schijnhuwelijk is een huwelijk dat op het moment dat het wordt afgesloten gericht is op het verkrijgen van een verblijfsvoordeel in België voor een van beide echtgenoten. Het huwelijk van verzoekers werd afgesloten in 2015. Op dat moment had geen van beide partners een verblijfsrecht in België, en hadden zij dit ook niet in het vooruitzicht. Een dergelijk huwelijk kan geen huwelijk zijn dat is afgesloten met de intentie verblijf of toegang tot het Belgische grondgebied te verwerven en kan dus geen schijnhuwelijk zijn.

Door de rechtbank van eerste aanleg Oost-Vlaanderen, afdeling Dendermonde, A.R. 21/875/B, van 21 september 2022, werd er bijvoorbeeld gevonnist dat voor verzoekers die beiden een buitenlandse nationaliteit hebben en gehuwd zijn in het buitenland vooraleer een van beiden een verblijfsrecht in België had, er niet kan overwogen worden dat een dergelijk huwelijk gericht is op het verkrijgen van een verblijfsrechtelijk voordeel voor één van de echtgenoten in België.

Ook Uw Raad stelt in het arrest nr. 298501 van 12 december 2023: (...)

De schending van de materiele motiveringsplicht is derhalve aangetoond"

Verder beschrijft het Hof van Justitie, in zaak C-279/20, van 1 augustus 2022 in paragraaf 56 welke eisen er worden gesteld aan het gezinsleven conform Artikel 16 van de Gezinsherenigingsrichtlijn. Het stelt dat gezinshereniging kan afgewezen worden wanneer de gezinshereniger geen werkelijk huwelijks- of gezinsleven (meer) onderhoudt conform art. 16, lid 1, b) van de richtlijn. Maar het bevat geen criteria om te beoordelen of er werkelijke gezinsbanden zijn en geen specifieke eis qua hechtheid gezinsband. De invulling wordt ook niet overgelaten aan de lidstaten. Er zijn talloze, concrete indicaties dat het om een huwelijk gaat dat bij afsluiting gericht was op een gewilde levensgemeenschap. Het huwelijk was niet gericht op het verkrijgen van een verblijfsvoordeel. Verwerende partij schendt artikel 11, §1, 4° van de Vreemdelingenwet, de motiveringsplicht en het redelijkheidsbeginsel. Hierbij dient al opgemerkt te worden dat de verwerende partij artikel 11, §1, 4° van de Vreemdelingenwet niet uitdrukkelijk vernoemt in de bestreden beslissing. Ook al zou dit de weigeringsgrond van de beslissing moeten zijn. Dit is het begin van een uitermate slechte motivering van de verwerende partij, zoals hieronder verder beschreven.

2.2. Ook de Europese Commissie is duidelijk. Een huwelijk kan slechts een schijnhuwelijk zijn indien het enige of overwegende doel van het huwelijk voor of op het moment van het afsluiten van het huwelijk, het verkrijgen van een verblijfsvoordeel was. De kwaliteit van de relatie doet er op zich niet toe.⁸

a)Positieve indicaties huwelijk

Verzoekers hebben een jaar samengewoond als echtgenoten. Het is geen alle daags koppel. Zij doorbraken tradities om samen te kunnen zijn. Het koppel was al een jaar een koppel voor ze trouwden. De referentiepersoon had haar gevraagd om relatie te beginnen. Uit het interview op de ambassade blijkt dat

verzoekster uitgebreid vertelde over hoe het koppel elkaar heeft leren kennen, van wanneer ze een relatie hebben en hoe hun relatie is geëvolueerd naar een huwelijk. Ze omschreef wanneer ze getrouwd zijn, wie de getuigen waren, wie er aanwezig was, wat haar echtgenoot droeg van kleren. Ze vertelde verder dat ze samenwoonde na het huwelijk. Verzoekster omschreef het uiterlijk van haar echtgenoot omstandig, bijvoorbeeld, een tattoo op zijn arm, een gat tussen zijn voortanden, een litteken op zijn voorhoofd. Zij verklaart wat de geboortedatum is van haar echtgenoot, wie zijn ouders zijn, wie zijn broers en zussen zijn en wat hun burgerlijke staat is. Zij verklaart wat zijn beroep was, hoe lang hij al in België is en waar en in wat soort woning hij woont, wat zijn hobby's zijn en waarom hij Eritrea heeft verlaten. In het DVZ-interview van de referentiepersoon in kader van de asielprocedure beschreef de referentiepersoon dat hij getrouwd was met verzoekster. Ook stemmen veel elementen overeen tussen het DVZ-interview en de verklaring van verzoekster op de ambassade. Deze elementen omvatten onder meer dat de referentiepersoon een boer was vooraleer hij vluchtte, de reden van vlucht, de beschrijving van de huwelijk, datum van het huwelijk en de plek van het huwelijk. Verder stemmen ook de gegevens van de referentiepersoon en verzoekster in verband met geboortedatum en -plaats en familieleden overeen. Ook blijkt uit het hieronder beschreven uiterst gebrekkige gehoor van de referentiepersoon dat hij fitnest, wat overeenkomst met het gehoor van verzoekster in de ambassade in Oeganda. De verzoekster en de referentiepersoon legde huwelijksfoto's voor in hun visumaanvraag. Verzoekster en haar man hebben erg veel onderlinge communicatie die ze hebben voorgelegd. Ze spreken elke dag met elkaar en uit hun schriftelijke communicatie blijkt dat ze elkaar Engelstalige troetelwoordjes toegooien als "my love", "I love you forever", "Kiss me", hartjes en kusjes sturen, filmpjes doorsturen van hun twee die een kus delen. Ze hebben ook lange whatsapp videocall van soms twee uur en half. Het negatief advies gaat foutief uit van het feit dat ze maar twee keer per maand communiceren. Dit gaat in tegen de verklaringen van de verzoekster. Het koppel heeft een paar uittreksels van hun communicatie neergelegd als begin van bewijs van hun communicatie. De referentiepersoon ontvluchtte Eritrea in 2016 en kon zijn vrouw niet bezoeken tot zij Eritrea kon verlaten in maart 2024 aangezien Eritrea het land is dat de referentiepersoon vervolgd. De referentiepersoon heeft, nadat hij zelf de vluchtelingstatus verkreeg eind 2023 en zijn vrouw in een veiliger land was vanaf maart 2024, alles in het werk gesteld om zijn vrouw zo rap mogelijk te zien en zo geschiedde. Ze probeerde hun fel gemiste tijd op te halen in juli 2024 in de hoop elkaar snel opnieuw te kunnen zien in België. De vraag tot advies van de DVZ naar het Parket gaat ook foutief uit van het feit dat verzoekster en referentiepersoon elkaar één dag zagen op 20 juli 2024 in Oeganda, zoals vermeld in het administratief dossier. Dit zijn overtuigende aanwijzingen van een reële gezinsband tussen beiden. En deze feiten worden ook niet betwist.

Het is manifest duidelijk dat het niet om een huwelijk gaat dat louter werd afgesloten met het oog op het verkrijgen van een verblijfsvoordeel op het moment dat het werd afgesloten in 2015. Het blijkt niet uit de bestreden beslissing en evenmin uit het advies dat verwerende partij deze elementen in overweging heeft genomen. De verweerder heeft zelfs geen gehoor afgelegd van de referentiepersoon om zo de verklaringen van beide te kunnen vergelijken. Hierbij dient ook te worden vermeld dat in het administratief dossier van verzoekster niet het volledige DVZ-interview van de referentiepersoon opgenomen is. Dit is nochtans een cruciaal document met informatie om tot adequate beslissing te kunnen komen.

b) Kritiek op de vermeende negatieve indicaties

Er worden geen gegronde vermoedens aangevoerd die zouden wijzen op een schijnhuwelijk. Verwerende partij neemt de motieven van het parket over waar het stelt dat de intentie van één van de echtgenoten enkel gericht is op het bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel dat verbonden is aan de staat van de gehuwde. Ten eerste, het is de bedoeling geweest van verzoekster en de referentiepersoon om herenigd te worden. De verzoekster heeft dit gesteld in haar interview bij de ambassade. De referentiepersoon echter in zijn asielprocedure aangegeven gehuwd te zijn met verzoekster. Dit wordt ook bevestigd door het Parket en de DVZ. Ten tweede, het is een foute veronderstelling dat het huwelijk gearrangeerd is. Het interview van verzoekster op de ambassade in Oeganda beschrijft dat zij al een jaar een relatie hadden voor het afsluiten van het huwelijk. De referentiepersoon vroeg om samen een relatie te beginnen. Bijgevolg is het geen gearrangeerd huwelijk. Evenwel werd, om in lijn te liggen met de Eritrese tradities, het huwelijk wel gevraagd door de familie van de referentiepersoon. Oordelen dat het toch een gearrangeerd huwelijk is, zou in strijd zijn met de betekenis van het afgelegde interview. Dit interview, moet beoordeeld worden in het voordeel van verzoekster aangezien het is afgenomen in strijd met het hoorrecht van verzoekster. Op het document staat namelijk geen stempel van vertaler en werd ook niet ondertekend en goedgekeurd en dus kon ook niet worden nagelezen door verzoekster. Dit is een fout in de zorgvuldigheidsplicht van de verweerder.

Zelfs in de veronderstelling dat het huwelijk van verzoekster en haar echtgenoot een gearrangeerd huwelijk is en dat ze elkaar één keer zagen na 2016, zijn er geen 'gegronde vermoedens' dat het om een schijnhuwelijk zou gaan. Volgens de traditionele normen waarmee verzoeker en zijn echtgenote zijn opgegroeid is het de gewoonte dat huwelijken gearrangeerd worden door hun families: "Generally, girls marry at an early age, sometimes as young as fourteen. A large share of marriages in the rural areas are still arranged by the family groups concerned. As a result traditional marriage practices within different areas may vary from one ethnic group to another, for example, betrothal arrangement, wedding day ceremony, the practice of dowry, the family life and the regulations with respect to divorce and child custody are as an example of the difference. In most Eritrean ethnic groups except the Kunama, women do not choose their partners." Bovendien is een gearrangeerd huwelijk geen schijnhuwelijk: (...) (Handboek van de Europese Commissie om schijnhuwelijken

beter te bestrijden, van 26 september 2014 https://www.agii.be/sites/default/files/bestanden/handboek_commissie_strijd_schijnhuwelijken_20140926.pdf) Ten derde, de beoordeling door verwerende partij gebeurde niet in functie van het afgelegde verklaringen van verzoeker, de elementen (zoals trouwfoto's) in het visumdossier. Verder werd dit niet beoordeeld in functie van de DVZ-interview afgenomen van de referentiepersoon. In het DVZ-interview is het huwelijk en de verzoekster uitgebreid beschreven. De referentiepersoon heeft altijd consistente verklaringen afgelegd over hun relatie in tempore non suspectu. Op geen enkel moment wordt in de bestreden beslissing verwezen naar de verklaringen die de referentiepersoon heeft afgelegd bij de DVZ tijdens zijn asielaanvraag. De relevante delen van het DVZ-interview omtrent het huwelijk werden niet toegevoegd in het administratief dossier van de verzoekster. In het verzoek van de DVZ aan het Parket en het advies van het Parket werd ook uitdrukkelijk benoemd dat de referentiepersoon zijn echtgenote had beschreven in de asielpprocedure. Naar de verklaringen van de referentiepersoon bij de DVZ, waar de referentiepersoon verzoekster uitgebreid beschrijft, lijkt de verwerende partij niet naar te verwijzen. Het lijkt dus dat verwerende partij de verklaringen van de referentiepersoon niet adequaat heeft doorgenomen om tot een beslissing te komen. Ten vierde, er werd geen rekening gehouden met de moeilijkheden die verzoekster ondervond om Eritrea te verlaten om zo een visum gezinshereniging aan te vragen. Het was uiterst moeilijk voor verzoekster om Eritrea te verlaten om haar echtgenoot te zien. Het verlaten van Eritrea zonder visum kan tot vervolging leiden.¹⁰ Verder werd er geen rekening gehouden met het feit dat de referentiepersoon een vluchteling is die erkend is geworden in België en bijgevolg een gegronde vrees heeft voor vervolging. De referentiepersoon kon niet zomaar terugkeren naar Eritrea om zijn vrouw te zien. Ook tijdens zijn vlucht kon hij niet terugkeren, aangezien persoon een vluchteling is vanaf het moment dat hij vlucht en niet vanaf het moment dat hij erkend wordt. Verder kon de referentiepersoon niet reizen als zijn asielpprocedure aanhangig was in België. Verwerende partij gaat dus voorbij aan de achtergrond van verzoekster en haar echtgenoot, het feit dat zij tegen hun wil van elkaar gescheiden werden door de Eritrese staat. Dat zij pas later is kunnen vluchten om weer in contact te staan met haar man.

Hierbij moet herinnerd worden aan de hierboven beschreven rechtspraak van het Hof van Justitie, C-279/20, paragraaf 65, dat na vlucht er uiteraard geen werkelijk gezinsleven onderhouden kan worden, vanwege de bijzondere situatie van de betrokkene als vluchteling. Ten vijfde, het verhoor van de referentiepersoon schendt ook zijn hoorrecht. Het is van zo ontzettend slechte kwaliteit dat er onmogelijk rekening mee kan worden gehouden in het nadeel van verzoekster. De schabouwelijke kwaliteit van het onderzoek is uiterst betreurenswaardig aangezien de DVZ stelde dat een onderzoek in België essentieel is om de relatie te kunnen beoordelen. Het Parket beschrijft in het advies dat het gehoor niet mogelijk was door het gebrek aan vertaler en konden ze niet communiceren met de referentiepersoon waardoor ze het huwelijk niet kunnen nagaan. Het feit dat de overheid geen tolk kan regelen is geen rechtvaardiging voor het niet horen van een persoon terwijl dit gehoor door de DVZ als essentieel wordt beschouwd. Hierbij dient te worden gesteld dat de politie op de dag van het gehoor een mail stuurde naar één tolk Tigrinya die dan stelde dat hij tot na de zomervakantie niet beschikbaar was. Eén mail sturen om een tolk te regelen voor een essentieel gehoor is niet wat een zorgvuldige overheid zou moeten doen. De zaken die verzoekster aanhaalde in haar interview op de ambassade werden bijgevolg ook niet gecontroleerd door verwerende partij, zoals feiten over zijn familie en vrienden, het huwelijk, tatoeages, spleet tussen tanden, dat hij verhuisd is naar Tongeren, dat hij een litteken heeft op zijn voorhoofd. De referentiepersoon wordt niet op hetzelfde manier bevraagd, zodat, indien deze vragen al relevant zouden zijn om de gezinsband te beoordelen, verwerende partij helemaal geen moeite doet om ook effectief tot nuttige, vergelijkbare antwoorden te komen. Elke zorgvuldige overheid had dit wel gedaan en verhoord met een vertaler zodat deze elementen konden worden nagekeken. Ten zesde, stelt DVZ dat het koppel negen jaar gehuwd zijn maar slecht één jaar hebben samengewoond. Hierbij dient te worden vermeld dat ze voor ze samenwoonde wel al één jaar een relatie hadden. Ook, zoals eerder beschreven met de woorden van de Commissie doet de kwaliteit van het huwelijk er niets toe. Dit geen reden om een stabiel huwelijksleven onmogelijk te maken. De moeilijkheden, vervolging en ontwrichting waar verzoeker en zijn vrouw mee te maken hebben gekregen dienen door verwerende partij effectief in rekening te worden gebracht bij de beoordeling van hun recht op gezinsleven, maar dan wel in hun voordeel, om hen eindelijk rust en hereniging te gunnen, niet om hen het recht op gezinshereniging te ontfeggen. Het is een perfide en perverse benadering van de bescherming van het gezinsleven tussen vluchtelingen en hun partner. Ook het feit dat ze elkaar maar één keer hebben gezien in deze negen jaar zou geen negatieve indicatie mogen zijn aangezien het niets zegt over de intenties van verzoeker op het moment dat het huwelijk werd afgesloten in 2015. Zoals hierboven beschreven konden verzoeker en referentiepersoon elkaar niet vaker zien door de omstandigheden in Eritrea, het moment en moeilijkheden van vertrek uit Eritrea voor verzoekster en door de moeilijkheden van vluchteling zijn van de referentiepersoon. Hierbij dient ook opgemerkt te worden dat ze elkaar niet één dag hebben gezien op 20/07/24 zoals vermeld in het verslag van DVZ naar het Parket. De referentiepersoon verbleef ongeveer twee weken in Oeganda (stuk 13 Vliegtuigtickets referentiepersoon bezoek verzoekster en stuk 14 reisstempels paspoort). Dit wijst weeral op een vooringenomenheid en slechte intentie en motivering van de verwerende partij. Zoals hierboven beschreven stelt Uw Raad in arrest nr. 298501 dat verweerder voorzichtig moet zijn, rekening moet houden met het statuut van de erkend vluchtelingen en de redenen waarom zij het land ontvluchten en er geen gezinsleven kunnen uitbouwen. Ook het Hof van Justitie stelt voornoemde rechtspraak, zaak C-279/20, dat er

na vlucht er uiteraard geen werkelijk gezinsleven onderhouden kan worden, vanwege de bijzondere situatie van de betrokkene als vluchteling. Verder dient ook te worden gesteld dat de verwerende partij de reisstempels en de vliegtuigtickets van de referentiepersoon had kunnen opvragen. Dit schendt alweer de zorgvuldigheidsplicht en motiveringsplicht. Elke zorgvuldige overheid zou dit gedaan hebben om tot een degelijke motivering te komen. Ten zevende, zou de referentiepersoon Frans studeren volgens het interview afgenomen met verzoekster. Uit het negatief advies blijkt dat de referentiepersoon geen kan. Er dient vooreerst te worden vermeld dat het gehoor afgenomen bij de referentiepersoon uiterst gebrekkig was en het hoorrecht van de referentiepersoon schendt. Daarnaast dient te worden vermeld dat de verklaring van mevrouw niet ondertekend zijn geweest en er geen stempel van vertaler is, en dit zoals hierboven beschreven het hoorrecht schendt van verzoekster. Bijgevolg heeft het minder waarde als het tegen de verzoekster wordt gebruikt. Opmerkelijk staat er in het verslag van het Parket dat verzoekster student Frans was en dat de referentiepersoon geen frans kan en geen enkele intentie heeft om dit te leren wat een negatieve indicatie is. Dit is gecorrigeerd geweest in de bestreden weigering, maar dit toont nogmaals aan hoe slecht het onderzoek en gehoor is geweest in België. Dit werpt dan ook vraagtekens over de waarachtigheid van de motiveringsredenen van het onderzoek waarop de weigeringsbeslissing is op gebaseerd. Daarnaast dient ook vermeld te worden dat de referentiepersoon eventueel frans aan het leren was in kader van zijn integratie in België aangezien Frans een van de landstalen is. Dit wil nog niet persé zeggen dat de referentiepersoon een student Frans is die elke week naar de Franse les gaat. Dit toont wederom aan dat de zorgvuldigheidsplicht en motiveringsplicht is geschonden.

Ten achtste, stelt de DVZ dat de referentiepersoon niet weet waar verzoekster is en dit een negatieve indicatie is. Dit komt voort uit het advies van de parket. Dit advies is zoals hierboven beschreven uiterst gebrekkig. Des te meer omdat uit het PV verslag van de politie ter plaatse toegevoegd aan het negatief advies blijkt dat de referentiepersoon stelt dat zijn echtgenote enkel over geldige documenten in Oeganda beschikt en in Afrika verblijft. Hieruit vloeit voort dat de referentiepersoon weet waar verzoekster zich bevindt. Dit wordt evenwel niet beschreven in het negatief advies en wordt klakkeloos overgenomen in de weigeringsbeslissing. Dit is uitermate onzorgvuldig en slecht gemotiveerd. Ten negende, de weigeringsbeslissing stelt dat er geen aanwijzingen zijn in de studio van de referentiepersoon dat er een vrouw in zijn leven zou zijn. Er dient te worden opgemerkt dat verzoekster niet in België verblijft. Bijgevolg is het moeilijk om aanwijzingen te vinden van haar in de studio van de referentiepersoon. Verder is dit een uiterst summiere motivering. Er zou moeten worden beschreven wat de politie (niet) ziet en hoe ze dit hebben onderzocht. Verder moet ook worden opgemerkt dat mensen verschillen in hoe ze liefhebben en dat er niet kan worden vereist dat elke persoon hun studio volhangt met foto's van hun echtgenoot. Ophangen van bijvoorbeeld foto's is één vorm en uiting van liefde, maar mag niet als algemene standaard worden gehanteerd. De referentiepersoon stelde verder in het persoonlijk onderhoud met de advocaat dat er wel tekenen van zijn echtgenote in zijn studio aanwezig waren (Stuk 15 Foto's kader samen). Door de voormelde onmogelijkheid tot communicatie in het politionele verhoor was het waarschijnlijk ook niet mogelijk om vragen te stellen over waar deze foto's zich bevonden. Elke zorgvuldige overheid wel de mogelijkheid gehad om deze foto's in hun bezit te krijgen. In het administratief dossier zit geen informatie van het parket waaruit blijkt hoe ze de referentiepersoon om een verklaring verzocht hebben en welke informatie ze gevraagd hebben. Het is onduidelijk hoe het parket tot een advies kan komen als het zelf al stelt dat het onmogelijk is om te onderzoeken of het een duurzame relatie betreft omwille van het feit dat er geen enkele vorm van communicatie mogelijk is. Verwerende partij verzuimt het onderzoek dat ze noodzakelijk vindt ook nauwgezet te voeren en de individuele kenmerken van beiden in kaart te brengen. Verwerende partij schendt het recht op gezinsleven van verzoekster en de referentiepersoon, het zorgvuldigheidsbeginsel, de motiveringsplicht, het redelijkheidsbeginsel en de artt. 10 Vw. e.v. Zoals hierboven beschreven moeten voor de individuele beoordeling bedoeld in artikel 17 van de eerder beschreven richtlijn de lidstaten bij het beoordelen van de bewijsstukken die door de indiener zijn overgelegd, alle relevante factoren in aanmerking nemen, met inbegrip van leeftijd, geslacht, opleiding, achtergrond en sociale status alsook specifieke culturele aspecten (Mededeling van de Commissie aan de Raad en het Europees Parlement betreffende richtsnoeren voor de toepassing van Richtlijn 2003/86/EG inzake het recht op gezinshereniging, p.23). Ook het Hof van Justitie stelde in het bovengenoemd arrest C-635/17 andere bewijzen dan bewijsstukken de gezinsband kunnen aantonen.¹¹ Volgens het EHRM moet er bij een gezinshereniging met een vluchteling, rekening gehouden worden met «andere bewijselementen» die overeenkomen met de coherente verklaringen over de familiebanden sedert de asielaanvraag bij de asielinstanties (EHRM, Tanda-Muzinga t. Frankrijk, 10 juli 2014, nr. 2260/10, §79; EHRM, Mugenzi t. Frankrijk, 2014, 10 juli 2014, 52701/09, §59). Het EHRM verwijst in deze arresten ook naar zijn rechtspraak inzake het voordeel van de twijfel dat wordt toegepast op asielzoekers gezien de bijzondere situatie waarin zij zich bevinden, moeten zij in veel gevallen het voordeel van de twijfel krijgen wanneer men de geloofwaardigheid van hun verklaringen en de documenten die ter ondersteuning daarvan worden ingediend, beoordeelt (EHRM, F.N. en anderen t. Zweden, 18 december 2012, nr. 28774/09, §67 en EHRM, Mo.P.t. Frankrijk, 30 april 2013, nr. 55787/09 in EHRM, TandaMuzinga t. Frankrijk, 10 juli 2014, nr. 2260/10, §69 en EHRM, Mugenzi t. Frankrijk, 2014, 10 juli 2014, 52701/09, §47) Er ligt inderdaad geen officiële, gelegaliseerde huwelijksakte voor, en dient men terug te grijpen naar onder meer de verklaringen die de echtgenoot in tempore non suspectu heeft afgelegd met betrekking tot hun huwelijk en met betrekking tot verzoekster. Die verklaringen stemmen overeen met verzoekster haar

verklaringen. Zij kennen elkaar en elkaars familieleden zeer goed. Dat valt niet te ontkennen. Verzoekster heeft nog extra bewijzen van haar relatie toegevoegd, met name uittreksels van de gesprekken die ze gevoerd heeft met haar man via moderne communicatiemiddelen. Ook uit deze stukken blijkt dat ze man en vrouw zijn. Verwerende partij moet het geheel van de bewijselementen te beoordelen. Het is onduidelijk waarom verwerende partij deze informatie niet adequaat betrokken heeft in haar beslissingname. Het is verder niet aan verwerende partij zich uit te spreken over of gearrangeerde huwelijken ook beschermingswaardig of op duurzaamheid gericht zijn. Ze zijn an sich alleszins niet op een toekomstig verblijfsvoordeel gericht. Daarvoor hadden verzoeker en zijn vrouw helderziende moeten geweest zijn, gezien er op dat moment van een vlucht nog geen sprake was en verzoeker ook niet wist dat zijn vrouw het land ging uitvluchten. Zoals hierboven reeds uiteengezet dienen de aanvragen gezinshereniging van personen die internationale bescherming genieten beoordeeld te worden met flexibiliteit en begrip voor de bijzonder precaire situatie waarin de aanvragers zich bevinden. Verwerende partij getuigt alleszins niet van een positie die begrip toont voor wat gedwongen migratie betekent voor verzoekster en de referentiepersoon.

Verwerende partij heeft geen rekening gehouden met wat het EHRM omschrijft in *Tanda-Muzinga* als “les événements ayant perturbé et désorganisé sa vie familiale et conduit à lui reconnaître le statut de réfugié”(…) » (EHRM, *TandaMuzinga t. Frankrijk*, 10 juli 2014, nr. 2260/10), wel integendeel. Verwerende partij had zorgvuldig onderzoek moeten doen aangaande alle elementen van het administratief dossier waarvan zij kennis had, of had moeten hebben, zoals de verklaringen tijdens de asielpprocedure over het huwelijk die stroken met de gegevens van het visumdossier en de verklaringen van verzoekster over haar echtgenoot en van zijn over verzoekster (RvV, 30 juni 2016, nr. 170.949). Dit deed zij niet en bijgevolg verzuimt zij aan het onderzoek dat ze noodzakelijk vindt ook nauwgezet te voeren en de individuele kenmerken van beiden in kaart te brengen. Verwerende partij schendt het recht op gezinsleven van verzoekster en de referentiepersoon, het zorgvuldigheidsbeginsel, de motiveringsplicht, het redelijkheidsbeginsel en de artt. 10 Vw. e.v.

Tweede onderdeel: niet horen van de referentiepersoon schendt het hoorrecht, motiverings- en zorgvuldigheidsplicht

Ten vijfde, het verhoor van de referentiepersoon schendt ook zijn hoorrecht. Het is van zo ontzettend slechte kwaliteit dat er onmogelijk rekening mee kan worden gehouden in het nadeel van verzoekster. De schabouwelijke kwaliteit van het onderzoek is uiterst betreurenswaardig aangezien de DVZ stelde dat een onderzoek in België essentieel is om de relatie te kunnen beoordelen. Het Parket beschrijft in het advies dat het gehoor niet mogelijk was door het gebrek aan vertaler en konden ze niet communiceren met de referentiepersoon waardoor ze het huwelijk niet kunnen nagaan. Het feit dat de overheid geen tolk kan regelen is geen rechtvaardiging voor het niet horen van een persoon terwijl dit gehoor door de DVZ als essentieel wordt beschouwd. Hierbij dient te worden gesteld dat de politie op de dag van het gehoor een mail stuurde naar één tolk Tigrinya die dan stelde dat hij tot na de zomervakantie niet beschikbaar was. Eén mail sturen om een tolk te regelen voor een essentieel gehoor is niet wat een zorgvuldige overheid zou moeten doen. De zaken die verzoekster aanhaalde in haar interview op de ambassade werden bijgevolg ook niet gecontroleerd door verwerende partij, zoals feiten over zijn familie en vrienden, het huwelijk, tatoeages, spleet tussen tanden, dat hij verhuisd is naar Tongeren, dat hij een litteken heeft op zijn voorhoofd. De referentiepersoon wordt niet op hetzelfde manier bevraagd, zodat, indien deze vragen al relevant zouden zijn om de gezinsband te beoordelen, verwerende partij helemaal geen moeite doet om ook effectief tot nuttige, vergelijkbare antwoorden te komen. Elke zorgvuldige overheid had dit wel gedaan en verhoord met een vertaler zodat deze elementen konden worden nagekeken.

4. Derde onderdeel: met betrekking tot de kwaliteit van het advies en de vergewisplicht van verwerende partij
3.1. Verwerende partij heeft op 21 maart 2025 het parket gevraagd een advies te formuleren over het huwelijk van verzoekende partij.

Wanneer het bestuur, zoals in dit geval, gebruik maakt van een advies, dient het bestuur ook te onderzoeken of dit advies qua totstandkoming én inhoudelijk geen gebreken vertoont, dit is de zgn vergewisplicht als onderdeel van de zorgvuldigheidsplicht (S. Denys, *De Zorgvuldigheidsplicht in het raam van de adviesverlening aan de overheid*, noot onder RvS Sieren nr. 130662 van 27 april 2004, R.W. 2006-2007, p 1364-1366).

In het desbetreffende arrest nr. 130662 van 27 april 2004 oordeelt de Raad van State: (...)

Ook Uw Raad stelde in het voornoemd arrest nr. 298501: (...)

Gekaderd in de rechtspraak van de Raad van State en de RvV, blijkt uit het administratief dossier op geen enkele manier hoe de verwerende partij zelf de relevante elementen met betrekking tot de aard van het huwelijk van verzoekende partij heeft bekeken en beoordeeld. De verwerende partij nam het negatief advies bijna klakkeloos over. Verwerende partij heeft een vergewisplicht ten aanzien van het vooronderzoek en het advies van het parket. Uit het advies van het parket blijkt niet op welke informatie het parket zich gesteund heeft om zich een oordeel te vormen, en waarom ze bepaalde informatie niet in acht neemt. Dat blijkt evenmin uit de bestreden beslissing die het advies grotendeels herneemt en eigen maakt. Uit het administratief dossier blijkt dat verwerende partij de volgende elementen heeft overgemaakt aan het parket: interview van de ambassade, foto's van het koppel, de huwelijksakte, communicatie via whatsapp en een kopie asielaanvraag. Het is onduidelijk of de kopie van de asielaanvraag inhoudt dat heel het DVZ-interview werd toegevoegd of enkel maar het deel dat vermeld staat in administratief dossier van verzoekster dat niets

vermeld over het huwelijk in tegenstelling tot het gehele DVZ-interview teruggevonden in het administratief dossier van de referentiepersoon. De referentiepersoon werd, anders dan in andere dossiers waarin het parket gevraagd wordt een advies te verstrekken over het huwelijk in het kader van een procedure gezinshereniging, niet gehoord. Het parket wou horen, maar dit lukte niet omdat ze geen tolk beschikbaar hadden zoals hierboven al uitgebreid besproken. Verwerende partij maakt echter in haar beslissing geen enkele verwijzing naar de beschikbare stukken en uit de beslissing blijkt niet dat ze zelf adequaat heeft bestudeerd. Verwerende partij neemt het advies van het parket over, en baseert de volledige beslissing op dit advies, zonder een eigen onderzoek te voeren, wat een schending inhoudt van de vergewisplicht als onderdeel van de zorgvuldigheidsplicht. Dit terwijl ze had moeten weten dat het advies gebrekkig en onvolledig was. Verder geeft de verwerende partij in een brief aan het parket waarin om advies werd verzocht, reeds aan dat het volgens haar om een schijnhuwelijk gaat. Dit gebeurt in de volgende termen:

“De volgende elementen wijzen erop dat het vermoedelijk gaat om een schijnhuwelijk dat enkel tot doel heeft om een verblijfsrechtelijk voordeel, verbonden aan de staat van gehuwde, te verkrijgen: In feite komen de volgende elementen uit het dossier naar voren: De heer [A.T. H.] is in België aangekomen op 11.05.2023. Hij diende een asielaanvraag in waarin hij verklaarde dat hij religieus gehuwd was met [A.G.H.]. Op 07.09.2023 werd hem de vluchtelingenstatus toegekend. Mevrouw [A. G.H.] dient een visumaanvraag in op 25.07.2024. Als bewijs van de huwelijksrelatie werd een huwelijksakte van de Eritrese Orthodoxe Kerk (nr. 142/2007), afgegeven op 26.04.2015, overgelegd. De diplomatieke post nam een interview af van de aanvrager. Uit dit interview kwam het volgende naar voren: het huwelijk was gearrangeerd door de familie ; zij woonden 1 jaar samen vanaf 26.04.2015, de dag van het huwelijk, tot het vertrek van meneer M. Eritrea, rond april 2016; sinds het vertrek van meneer in april 2016 hebben zij elkaar één keer gezien, op 20-07-2024 in Oeganda; Mevrouw verklaart dat ze regelmatig contact heeft via WhatsApp (1-2 keer per dag) (screenshots van hun gesprekken sinds juni 2024 met een snelheid van ongeveer 2 dagen per maand zijn ingediend) ; Mevrouw verklaart dat meneer een tatoeage op zijn arm heeft, wat we niet kunnen verifiëren op basis van de ingediende foto's; en mevrouw verklaart dat meneer een spleetje tussen zijn voortanden heeft, wat we niet kunnen verifiëren op basis van de getoonde foto's; Het interview met verzoekster levert niet veel informatie op die verwacht mag worden van een echtpaar dat 9 jaar getrouwd is. Verzoekster had haar man al 8 jaar niet gezien.” Dit maakt een schending uit van het onpartijdigheidsbeginsel. Niet enkel beïnvloedt verwerende partij zo dit advies en schept het een vooringenomenheid waardoor een objectieve kijk en analyse erg moeilijk wordt, de redenen die ze geeft om te stellen dat het om een schijnhuwelijk zou gaan laten een dergelijke conclusie helemaal niet toe. Dat verzoeker en zijn vrouw gehuwd zijn in 2015, elkaar laats zagen in 2024, dat ze een jaar hebben samengewoond en dagelijks contact houden bewijst enkel en alleen dat het om een echte relatie gaat, en op geen enkele manier dat het huwelijk werd afgesloten met oog op het verkrijgen van toegang tot België op het moment van afsluiten in 2015 . Buiten het feit dat het niet onpartijdig is, is het ook fout. Verzoekster heeft de referentiepersoon niet één dag gezien. De referentiepersoon is een aantal weken in Oeganda geweest. Dit had verwerende partij geweten indien het gehoor had gehad met de referentiepersoon. Ze had dit ook kunnen navragen bij de verzoekster tijdens het interview bij de ambassade, verzoekster stelde evenwel dat ze elkaar in juli 2024 zagen. Zoals hierboven gesteld mag dit gehoor bij twijfel niet negatief worden uitgelegd voor verzoeker aangezien het interview haar hoorrecht schond.

3.2. Het advies schendt ook de individualiseringsplicht. Zoals hierboven gesteld werd het advies bijna volledig overgenomen door verwerende partij. Dit advies berust op een perceptie van het dossier door het parket die kwalijk, foutief en ontoelaatbaar is.

Het parket geeft in het negatief advies aan dat er op geen enkele manier kan worden nagegaan of er een affectieve band is tussen verzoekster en de referentiepersoon door de afwezigheid van een tolk waardoor er geen verhoor kon plaatsvinden. Door dit gebrek aan gehoor kan er ook geen individualisering zijn van. Hierdoor bevat het advies geen enkel concrete informatie die toelaat om te verifiëren of de beweringen van de verzoekster en de referentiepersoon inhoudelijk correct zijn. Het parket verzaakt door geen gehoor te doen echter aan de individualiseringsplicht, waardoor het geen rekening kan houden met de context waar verzoeker en de referentiepersoon uit komen, het huwelijk in hun cultuur, de impact van de Eritrese dienstplicht en het totalitaire karakter van de Eritrese staat, en gaat voorbij aan het feit dat het om vluchtelingen gaat en er met hun specifieke toestand als vluchteling rekening dient te worden gehouden. Het parket gaat onterecht uit van de nationale context en de betekenis van het huwelijk in België zonder verzoekers achtergrond, cultuur en situatie van gedwongen migratie in rekening te brengen. De verwerende partij baseert zich enkel op het advies van het parket. Er is geen sprake van een eigen onderzoek. Verwerende partij neemt de woorden van het parket bijna letterlijk over. Dit zonder het te toetsen aan de specifieke omstandigheden van verzoeker en haar echtgenoot en de concrete elementen in het dossier. Daarnaast werd er geen rekening gehouden met de specifieke situatie waarin vluchtelingen zich bevinden en het totalitaire regime dat ze ontvluchten in Eritrea. Er werd geen soepele beoordeling gehanteerd voor de aanvraag tot gezinshereniging van verzoeker, in tegenstelling tot de rechtspraak van het EHRM. De verwerende partij maakt zich schuldig aan een onzorgvuldige werkwijze bij het voorbereiden en het nemen van de bestreden beslissing. Voorts schendt verwerende partij doorheen heel de beslissing de motiveringsplicht. Artikel 11 Vw vereist dat het moet vaststaan dat het om een schijnhuwelijk gaat. Het moet dus ook vaststaan dat het huwelijk tussen verzoeker en de referentiepersoon uitsluitend afgesloten werd

opdat verzoeker het Rijk zou kunnen binnenkomen. Verwerende partij blijft absoluut in gebreke om dat aan te tonen.

Uit de verklaringen van de referentiepersoon in tempore non suspectu bij verwerende partij, op het DVZ en ten overstaan van het parket blijkt dat zij gedetailleerde verklaringen heeft afgelegd omtrent personalia, etniciteit, religie, leeftijd, werk, verblijfplaats, over hoe ze elkaar hebben leren kennen, over hun huwelijksfeest, hun huwelijk, hun familieleden, dat zij bij haar schoonfamilie heeft ingewoond, dat zij problemen hebben gekend omdat haar man gestopt was met zijn legerdienst et cetera. Verder is het ook zeer de vraag of het inwinnen van advies bij het parket kan doorgaan voor een 'gerichte controle' in de zin van artikel 16 van de voornoemde richtlijn. Verzoeker meent alleszins van niet. Het parket heeft immers geen bijzondere of zelfs maar relevante expertise. Het parket heeft blijkbaar geen enkele informatie van hoe huwelijken in Eritrea eruit zien, wat cultureel gangbaar is. Het parket heeft ook geen informatie over de Eritrese overheid, hoe de legerdienst werkt in Eritrea, wat de risico's zijn voor verzoekster en haar man et cetera... Noch het parket noch verwerende partij heeft hier enige informatie over ingewonnen. Er werden ook geen bijzondere vragen in die zin aan verzoeker en zijn vrouw gesteld. De informatie in kwestie is nochtans vrij beschikbaar en zowel het EHRM als de Commissie vereisen dat een lidstaat dergelijke informatie inwint vooraleer een beslissing te nemen. Al helemaal onbegrijpelijk is dat verwerende partij en parket ook het gehoorverslag van het DVZ er niet bij hebben genomen en zich schijnbaar moedwillig slecht geïnformeerd hebben gehouden. En het is volstrekt onaanvaardbaar dat verwerende partij de relevante stukken niet gevoegd heeft aan het administratief dossier van verzoekster. 'Gericht' kan zo'n controle niet genoemd worden.

5. Vierde onderdeel: Gebrek aan individualisering en het opwerpen van algemene corruptiegraad in Eritrea

De bestreden weigeringsbeslissing beschrijft dat er in Eritrea veel corruptie is en dat dit een invloed heeft op de bewijswaarde van de huwelijksakte. Dit is evenwel een schijnschepping over een concreet individueel huwelijk door een algemene situatie. De overheid kan niet een algemene situatie, dat niet eens betrekking heeft op schijnrelaties, gebruiken als argument op een individueel huwelijk. De overheid moet veel concreter kunnen aantonen dat de corruptie invloed heeft op het huwelijk. De overheid blijft hierin gebrekkig. Bijgevolg schendt de argumentatie van verwerende partij de motiveringsplicht, zorgvuldigheidsplicht en de individualisatieplicht. Ook Uw Raad benoemd in arrest nr. 298501 het belang van de individualisatie en dat een algemene vaststelling geen argument kan vormen voor een concreet geval: (...) Immers kan uit de gedragingen van sommige andere Eritreeërs hoe dan ook niet blijken welke persoonlijke intenties waren van de verzoeker en zijn echtgenote op het moment dat zij in het huwelijk traden. De gemaakte redenering is een typevoorbeeld van een ongeldig syllogisme: uit de particulariteit dat sommige (dus niet alle) Eritreeërs voorafgaand aan hun vlucht naar Europa een schijnhuwelijk aangaan, kan geen zinds geldig worden afgeleid dat de verzoeker, die Eritreeër is, dit ook heeft gedaan. Een dergelijke redenering is manifest ongeldig." Verder, in de veronderstelling dat de corruptiegraad een valabel argument zou zijn, stelt het Hof van Justitie in zaak C-230/21, 17 november 2022, punt 46, dat het recht op gezinshereniging niet afhangt van de administratieve mogelijkheden om betrouwbare documenten te produceren in het land van herkomst. De uniebeginselen van gelijke behandeling en rechtszekerheid laten dit niet toe.

DERDE MIDDEL: Schending van artikel 12bis Vw., schending motiveringsplicht

Artikel 12bis, §2, voorlaatste en laatste lid Vw. voorziet: "(...)"

Artikel 15.4 van de Gezinsherenigingsrichtlijn voorziet dat de bevoegde instanties zo spoedig mogelijk, maar uiterlijk negen maanden na de datum van indiening van een verzoek, de persoon die het verzoek heeft ingediend, schriftelijk in kennis stellen van de ten aanzien van hem genomen beslissing. Het is enkel in bijzondere omstandigheden die verband houden met het complexe karakter van de behandeling van het verzoek, dat deze termijn verlengd kan worden.

Overweging 13 van de Gezinsherenigingsrichtlijn stelt: "(...)"

Verwerende partij heeft twaalf maanden gewacht vooraleer verzoeker in kennis te stellen van de bestreden beslissing, wat een overschrijding inhoudt van de wettelijke termijn aangezien het geen complex dossier betreft. De verwerende partij maakt zaken complex die niet complex zijn. Ze organiseert een gehoor via het parket dat geen gehoor is, ze organiseert een gehoor in een ambassade zonder tolk, ze lijkt zich niet te baseren op de volledige DVZ-interview van de referentiepersoon, enzovoort. Door het inadequaat handelen van de overheid worden zaken complex die niet complex zijn. Hierbij dient ook opgemerkt te worden dat de verlenging van de termijn door de parket met als enige motivering dat het onmogelijk is om het onderzoek en het advies af te ronden voor het verstrijken van de negen maanden, geen redenen omklede beslissing die voldoet aan artikel 12 bis §2 Vw. en bijgevolg ook de motiveringsplicht schendt. De bestreden beslissing dient vernietigd te worden"

3. Discussion.

Le Conseil constate que la décision attaquée est fondée sur deux motifs :

- L'absence de légalisation du certificat de mariage ;
- Le refus de reconnaissance en Belgique du mariage ;

La partie requérante fait, notamment, valoir en substance :

-l'enseignement de l'arrêt C- 635/17 et l'article 12 bis, § 5 et 6 de la loi du 15 décembre 1980 quant au défaut de preuve officielle et la possibilité de démontrer le lien marital par des auditions ou d'autres éléments de preuve ;

-que la partie défenderesse s'est exclusivement fondée sur l'avis du procureur du 17 juillet 2025 et non sur les autres documents comme par exemple, les déclarations lors de la demande de protection, les photos, ..., sans qu'il ne ressorte de cet avis sur quel document transmis le parquet s'est fondé ;

- que la partie défenderesse a estimé essentiel l'interview du regroupant mais qu'en l'absence d'interprète en Tigrinya, il n'a pas pu procéder aux vérifications considérées comme essentielles, elle relève qu'il ne ressort pas du dossier administratif comment le Parquet a pu arriver à son avis dès lors qu'il est impossible d'investiguer sur la relation durable du fait d'un problème de communication. Elle relève également que la police a envoyé un seul mail à l'interprète Tigrinya, lequel n'était pas disponible avant la fin des vacances d'été. Elle estime dès lors qu'en motivant uniquement sur l'avis du parquet, l'acte attaqué manque de soin dans la préparation de la décision et commet une violation de l'obligation de motivation ;

Le Conseil :

- rappelle l'article 12bis, §5 de la loi du 15 décembre 1980 : "*Lorsque le ou les membres de la famille d'un étranger admis à séjourner dans le Royaume conformément à l'article 57/45 ou d'un étranger reconnu réfugié ou bénéficiant de la protection subsidiaire dont les liens de parenté ou d'alliance sont antérieurs à l'entrée de celui-ci dans le Royaume, ne peuvent fournir les documents officiels qui prouvent qu'ils remplissent les conditions relatives au lien de parenté ou d'alliance, visées à l'article 10, il est tenu compte d'autres preuves valables produites au sujet de ce lien. A défaut, les dispositions prévues au § 6 peuvent être appliquées*" et 12 bis, §6, : "*Lorsqu'il est constaté que l'étranger ne peut apporter la preuve des liens de parenté ou d'alliance invoqués, par des documents officiels conformes à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux conventions internationales portant sur la même matière, le ministre ou son délégué peut tenir compte d'autres preuves valables produites au sujet de ce lien. A défaut, le ministre ou son délégué peut procéder ou faire procéder à des entretiens avec l'étranger et l'étranger rejoint ou à toute enquête jugée nécessaire, et proposer, le cas échéant, une analyse complémentaire*";

- Constate qu'il n'est pas contesté qu'aucun acte légalisé a été déposé et qu'il n'a pas été fait application de cette disposition qui était applicable en l'espèce. En effet, le Conseil:

a) relève tout d'abord que la partie requérante, peut invoquer l'article 12bis, § 5, de la loi du 15 décembre 1980, le lien matrimonial invoqué existant déjà avant l'arrivée du regroupant en Belgique.

b) constate que si l'absence de légalisation de l'acte de mariage n'est pas contestée, la partie défenderesse elle-même, dans l'acte attaqué reconnaît les grandes difficultés pour les missions diplomatiques à vérifier l'authenticité des documents eu égard à l'absence de dispositif de sécurité lesquels variant d'un endroit à l'autre et le niveau élevé de corruption.

c) estime que la disposition légale susmentionnée autorise l'administration, dans le cas, où le lien matrimonial ne peut être prouvé par des documents officiels tels que prévus à l'article 30 du CODIP, de prendre en compte d'autres preuves valables présentées concernant ce lien et précise qu' à défaut, les dispositions prévues au § 6 peuvent être appliquées et ce conformément à la jurisprudence européenne. L'administration peut ainsi procéder ou faire procéder à un entretien avec l'étranger et la personne à qui il est lié, ou à toute enquête jugée nécessaire et, le cas échéant, proposer de faire réaliser une analyse complémentaire. Compte tenu des dispositions de l'article 12bis, § 5, de la loi du 15 décembre 1980, et de l'impossibilité pour la partie requérante de présenter des documents officiels authentifiés attestant du lien matrimonial, il convient de considérer que la partie défenderesse ne peut pas se limiter à cette constatation pour rejeter la demande de visa;

d) relève que la décision de non reconnaissance des effets du mariage conclu, se fonde uniquement sur un avis du parquet du 17 juillet 2025, lequel fait suite à une demande d'avis de la partie défenderesse dans lequel elle a écrit : « (...) *Het interview met verzoekster levert niet veel informatie op die verwacht mag worden van een echtpaar dat 9 jaar getrouwd is. Verzoekster had haar man al 8 jaar niet gezien. Een onderzoek in België om de relatie te verifiëren is dus essentieel.Ik stuur u kopieën van de*

belangrijkste documenten in dit dossier, zodat uw kantoor de erkenning van dit in het buitenland gesloten huwelijk kan onderzoeken:

- ☐ interview
- ☐ foto's van het koppel
- ☐ huwelijksakte van de Eritrees-orthodoxe kerk
- ☐ communicatie via WhatsApp
- ☐ kopie asielaanvraag" (le Conseil souligne), (traduction libre : “ « l'entretien avec la requérante ne fournit pas beaucoup d'informations, ce qui peut être attendu d'un couple marié depuis 9 ans. La requérante n'avait pas vu son mari depuis 8 ans. Une enquête en Belgique visant à vérifier l'existence de cette relation est donc essentielle. Je vous envoie des copies des principaux documents de ce dossier, afin que votre service puisse examiner la reconnaissance de ce mariage contracté à l'étranger:
- ☐ entretien
- ☐ photos du couple
- ☐ acte de mariage de l'Église orthodoxe érythréenne
- ☐ échanges via WhatsApp
- ☐ copie de la demande d'asile») ;

e) relève que l'avis figurant au dossier administratif n'est pas repris en entier dans l'acte attaqué. En effet, cet avis relève : « (...) In het kader van de gezinshereniging deed PZ Haspengouw een onderzoek op het adres Tongeren-Borgloon, xxx. Hierbij kan niet nagegaan worden of er sprake is van een duurzame relatie

o [le regroupant] kan zich totaal niet uiten in geen enkele taal behalve het 'Tgrina' (een tolk Tigrinya' is niet beschikbaar. Er worden twee andere personen bij gehaald maar nog is enige vorm van communicatie onmogelijk

o Op de vraag waar zijn echtgenote is, kan hij geen antwoord geven

(...) Wegens de afwezigheid van een tolk en het feit dat [le regroupant] uitsluitend Tigrinya spreekt kan niet overgegaan worden tot verhoor van betrokkene. Er kan dan ook op geen enkele manier nagegaan worden of er een affectieve band is tussen [le regroupant] en [la partie requérante] heeft verder geen belangen in België, geen nuttige dagbesteding. (...)”, (traduction libre : “Dans le cadre du regroupement familial, la police de Haspengouw a mené une enquête à l'adresse Tongeren-Borgloon, xxx. Il n'est pas possible de vérifier s'il s'agit d'une relation durable o [le regroupant] est totalement incapable de s'exprimer dans une autre langue que le « Tgrina » (aucun interprète en tigrigna n'est disponible). Deux autres personnes sont convoquées, mais toute forme de communication reste impossible o Il n'est pas en mesure de répondre à la question de savoir où se trouve son épouse (...) En raison de l'absence d'un interprète et du fait que [le regroupant] ne parle que le tigrigna, il n'est pas possible de procéder à l'audition de l'intéressé. Il est donc impossible de vérifier de quelque manière que ce soit s'il existe un lien affectif entre [le regroupant] et [la partie requérante] ; par ailleurs, il n'a aucun intérêt en Belgique ni d'activité utile pour occuper ses journées. »), n'est pas repris dans l'acte attaqué.

En conclusion : en se fondant uniquement sur l'avis partiel du parquet du 7 juillet 2025 et en omettant de constater ou de compléter par elle-même les manquements de celui-ci quant à l'interview du regroupant qu'elle a elle-même qualifié d'essentiel afin de vérifier la relation durable, la partie défenderesse a manqué à son devoir de soin et n'a pas adéquatement motivé la décision attaquée.

Le moyen ainsi circonscrit suffit à justifier l'annulation de la décision attaquée, il n'y a pas lieu d'examen les autres moyens ou développements lesquels ne peuvent entraîner des effets plus étendus.

Dans sa note d'observations, la partie défenderesse quant à ce, fait valoir qu'elle n'a pas organisé l'audition du regroupant laquelle a été demandée à la police par le Parquet, n'est pas de nature à renverser les constats posés.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La décision de refus de visa du 22 juillet 2025 est annulée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le onze août deux mille vingt-six par :

C. DE WREEDE, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

A. D. NYEMECK COLIGNON, greffier,

Le greffier,

La présidente,

A. D. NYEMECK COLIGNON

C. DE WREEDE